tons pour une valeur de 6 millions de dollars de produits pétrochimiques de base, nous allons devoir envisager d'importer pour 800 millions de dollars de dérivés tertiaires. Cela nuit de toute évidence à l'économie canadienne, sur le plan des emplois, des impôts et de la balance des paiements.

L'industrie chimique offre d'excellents emplois aux Canadiens dans ses 1,200 usines. Les hommes de science, les ingénieurs et les gestionnaires qui ont une formation universitaire constituent environ 15 p. 100 de notre population active totale de 76,000 personnes. Dans ce secteur industriel, la rémunération est de 20 p. 100 supérieure à la moyenne nationale. D'après une étude récente, si en 1971 les importations de produits chimiques d'une valeur de 766 millions de dollars avaient été remplacées par la production intérieure, il y aurait eu au Canada de 40,000 à 50,000 emplois permanents de plus. Si on avait simplement établi un équilibre commercial, on aurait créé de 27,000 à 35,000 emplois supplémentaires.

La petite taille des usines et des marchés, les faibles barrières douanières, la réévaluation du dollar canadien, l'absence d'intégration, les frais de transport élevés, la surcapacité globale et la diminution des prix ont posé de véritables problèmes à ce secteur. En effet, ces entreprises faisaient concurrence à des usines mondiales desservant des marchés dix fois plus vastes que le leur, traversant les barrières douanières les plus faibles et luttant contre de petites usines adaptées au marché canadien.

Il faudra que les industries pétrochimiques et pétrolières travaillent de concert pendant trois ans pour avoir un approvisionnement suffisant de matières brutes. Au cours de cette période de trois ans, il faudra maintenir une attitude de collaboration entre les deux secteurs d'activité pour le bien du secteur secondaire. Où va l'industrie chimique aujourd'hui, monsieur l'Orateur? Je dois remercier M. Elliott, vice-président du service de mise en marché de la Dow Chemical pour les renseignements qui suivent. Voici ce qu'il disait. Du côté positif, on s'attend à une bonne croissance économique générale au Canada; on pense que le gouvernement continuera à encourager l'expansion du secteur secondaire ainsi que la transformation et la mise au point de produits primaires à l'intérieur du pays. Il y a aussi: la hausse de la demande mondiale de produits chimiques, de plastiques et de fibres synthétiques; l'alignement des monnaies qui a entraîné une dévaluation du dollar canadien par rapport à d'autres monnaies mondiales, à l'exception du dollar américain; une diminution de l'impôt pour les fabricants qui aidera à résoudre le grave problème de la faible rentabilité de ce secteur et la hausse du prix des produits chimiques. L'avenir est donc plein d'espoir.

La politique du gouvernement canadien de servir le Canada en premier, en garantissant la sécurité d'approvisionnement à une usine comme celle du projet SOAP, est la bonne politique. J'ai entendu le député d'Assiniboia parler des multinationales. Quand les députés de son parti en parlent, ils n'y voient jamais le bon côté, seulement le mauvais. Je sais qu'il y a des groupes qu'il faut surveiller et au sujet desquels nous devons être prudents, mais je demanderais aux députés de penser un peu plus au côté positif des multinationales. Après tout, où ailleurs au monde pourrions-nous trouver les capitaux, la technologie de calibre mondial et une organisation de commercialisation globale assoiffée de produits améliorés au Canada?

Si nous pouvons unir ces connaissances aux matières premières abondantes dont dispose le Canada, notre avenir sera assuré. C'est le moment de se montrer témé-

Approvisionnements d'énergie—Loi

raire. Je crois que les marchés existent, tant à l'étranger qu'au Canada. Nous avons les matières premières et la main-d'œuvre qualifiée requise. Nous avons une bonne technologie de base et de calibre mondial. Les capitaux ne posent pas de problème. L'heure est au feu vert, monsieur l'Orateur. Le bill dont nous sommes saisis vise à désamorcer une crise. Or, il serait irresponsable d'étouffer ce bill ou de s'opposer systématiquement à son adoption.

● (2050)

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Boulanger): Je donne la parole à l'honorable député de La Salle... de Joliette plutôt!

M. Roch La Salle (Joliette): Je vous remercie, monsieur le président. A Joliette, c'est comme si c'était la circonscription de La Salle, de toute façon!

Monsieur le président, j'aimerais bien profiter de quelques minutes à ma disposition pour faire certains commentaires sur le bill C-236 qui est important.

Nous reconnaissons tous, en tant que députés, l'importance de ce bill dans la conjoncture actuelle, et je ne pense pas exagérer en disant que la population canadienne s'inquiète vivement au sujet des problèmes relatifs à la politique pétrolière.

Nous reconnaissons aussi, monsieur le président, et ceci inquiète énormément la population, l'existence d'une augmentation de prix depuis quelques mois. Il est étonnant, bien sûr, que nous faisons face à des augmentations de prix et éprouvions certaines inquiétudes. Il ne semble pas que ce soit une affaire de production. La production semble suffisante, mais, compte tenu de l'absence d'une politique en matière de planification, il semble que le transport et l'approvisionnement soient le véritable problème. C'est l'absence de politique, qui fait que le transport et l'approvisionnement entraînent l'augmentation des prix.

Étant donné la situation, il est clair que la population canadienne s'inquiète vivement des prochains mois que nous allons vivre. Nous espérons tous, en tant que députés, que le gouvernement et le Parlement trouveront des mesures de nature à donner aux consommateurs le nécessaire. Nous espérons que nous ne serons pas assujettis à des mesures de rationnement.

Bien sûr, je dois admettre bien objectivement que personne ne pouvait prévoir la crise du Moyen-Orient, qui n'aide sûrement pas au règlement de la crise actuelle.

J'aimerais, au début de mes remarques, reconnaître les efforts que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a fournis depuis quelques mois. Un certain député a évalué les services et la compétence du ministre à \$1 par année. Je voudrais tout de même être plus objectif. Nous devons reconnaître que le ministre actuel a fait certains efforts, et a démontré un intérêt particulier à l'égard de la crise que nous traversons.

Le bill C-236 semble viser à donner au gouvernement actuel des pouvoirs assez extraordinaires, et il est juste de se demander si l'on ne va pas à l'encontre de certaines juridictions provinciales. Peut-être l'occasion permet-elle au gouvernement fédéral d'accaparer certains pouvoirs, compte tenu de la crise actuelle. Se justifier relativement à ces difficultés pour conserver ces pouvoirs pour l'avenir serait sûrement embarrassant pour les provinces.

J'écoutais la semaine dernière, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) qui a assuré la Chambre qu'il était